

Des entreprises australiennes et canadiennes se désistent du projet de tramway dans les colonies israéliennes

10 mai 2019



The Electronic Intifada est en mesure de révéler en exclusivité que le géant canadien de l'ingénierie Bombardier s'est retiré d'une offre pour étendre et exploiter un tramway israélien reliant les colonies en Cisjordanie occupée.

Bombardier est l'une des entreprises internationales — deux autres étant Macquarie d'Australie et Siemens d'Allemagne — à se retirer de l'appel d'offres pour construire la prochaine phase du tramway de Jérusalem.

Le système de tramway relie les colonies les unes aux autres, et à Jérusalem, contribuant à enraciner et à faciliter l'expansion coloniale d'Israël en territoire occupé — un crime de guerre.

Ce tramway est un symbole d'oppression pour les Palestiniens.

Le mois dernier, Globes, la publication commerciale d'Israël, a rapporté que le fonds d'investissement Macquarie retirait son soutien au consortium d'offres qui inclut Bombardier et la compagnie autrichienne Wiener Linien.

Selon Globes, le consortium « était en train de chercher un fonds d'investissement pour remplacer le fond australien Macquarie ».

Cependant, un porte-parole de Macquarie a confirmé mercredi à The Electronic Intifada que non seulement le financier australien s'était retiré, mais aussi l'ensemble entier du consortium piloté par Bombardier.

Une requête à commenter a été envoyée à Bombardier.

L'an dernier, la FIDH, une importante organisation internationale pour les droits humains, avait déclaré avoir reçu l'engagement de la compagnie publique française Systra qu'elle se retirait de l'appel d'offres pour le tramway.

FIDH avait remarqué à l'époque que le tramway était « un instrument de la politique de colonisation d'Israël et de son annexion de Jérusalem, en violation complète du droit international ».

Après une pression soutenue des militants des droits humains, la multinationale française d'infrastructure Veolia a vendu ses actions de CityPass, le consortium qui opère la ligne de tram existante, en 2015.

Une entreprise allemande se retire

Maintenant CityPass lui-même suit Veolia vers la sortie.

Le consortium CityPass, qui inclut Siemens, d'Allemagne, a notifié au gouvernement israélien qu'il se retirait de l'appel d'offres pour étendre et faire fonctionner la Ligne rouge du tramway de Jérusalem déjà existante et pour construire et exploiter la nouvelle Ligne verte.

La Ligne rouge sera étendue pour pénétrer plus profondément en Cisjordanie occupée, reliant les colonies de Pisgat Zeev et Neve Yaakov, qui font partie de l'anneau de colonies qu'Israël construit pour isoler les Palestiniens de Jérusalem de ceux du reste de la Cisjordanie occupée.

La Ligne verte ira du Mont Scopus dans Jérusalem-Est occupé jusqu'à la colonie de Gilo, au sud-ouest de Jérusalem.

The Times of Israel a indiqué clairement que le retrait du consortium était lié aux risques produits par l'occupation militaire prolongée d'Israël.

Selon la publication israélienne, CityPass « a pointé du doigt une longue série d'incidents concernant la sécurité, y compris des attaques terroristes palestiniennes et des jets de pierre, ainsi que des émeutes et des manifestations dans les zones ultra-orthodoxes, qui ont endommagé et retardé les trains ». La compagnie a dit que son contrat « ne la protégeait pas de manière adéquate des pertes subies pendant de tels événements », selon The Times of Israel.

« La pression de BDS marche »

Des militants palestiniens voient ces derniers retraits comme des victoires dans leurs efforts à faire rendre des comptes aux entreprises complices de l'occupation et de la colonisation par Israël.

Mahmoud Nawajaa, coordinateur général du Comité national palestinien du mouvement de Boycott,

désinvestissement et sanctions (BNC), a déclaré à The Electronic Intifada : « Les retraits du projet israélien illégal du tramway de Jérusalem de la part d'un consortium incluant la compagnie canadienne Bombardier, et du consortium CityPass incluant Siemens, montrent une nouvelle fois que BDS marche en tant que forme de pression populaire ».

Mais les compagnies qui se désistent ne font que se conformer à leurs obligations basiques concernant les droits humains.

Il y a un consensus croissant, tant sur le plan juridique que sur celui des droits humains, selon lequel être en relation commerciale avec les colonies d'Israël implique une complicité inévitable dans des agressions majeures contre les droits humains, y compris dans des crimes de guerre, et que de tels échanges commerciaux doivent être bannis.

Complicité des entreprises

Si les retraits de Macquarie, Bombardier et Siemens seront des nouvelles bienvenues pour ceux qui militent en faveur des droits palestiniens, trois consortiums restent dans l'appel d'offres du projet et ils incluent plusieurs entreprises internationales apparemment désireuses de profiter des crimes d'Israël.

Un consortium, selon Globes, regroupe la compagnie israélienne d'infrastructure Electra avec le fabricant de trains basé en France Alstom, et Moventia, la compagnie qui exploite les transports publics à Barcelone.

Le deuxième consortium inclut le fabricant de train espagnol CAF, dont le conseil officiel des travailleurs a voté contre la participation au projet. Mais selon Globes, ce consortium maintient son offre.

Et le troisième consortium voulant aussi construire la ligne inclut le constructeur des colonies Shikun & Binui, la compagnie de trains chinoise CRRC et le fonds d'investissement français Meridiam.

Meridiam a été créée avec l'appui financier de la banque française Crédit Agricole.

Un quatrième consortium inclut deux compagnies grecques, la compagnie d'infrastructure GEK Terna, et l'opérateur du métro d'Athènes, l'entreprise publique STASY. Mais dans un développement potentiellement inquiétant du point de vue d'Israël, Globes note que « les intentions du consortium piloté par les Grecs n'étaient pas claires ».

Le gouvernement grec a donné son appui à l'offre, mais des députés du parti dominant nominale de gauche en Grèce, Syriza, ainsi que des syndicats, ont exprimé une forte opposition à quelque engagement grec que ce soit dans le tramway des colonies.

Malgré la complicité actuelle, les militants espèrent que cette ruée vers la sortie ne sera pas la dernière.

« Comme Veolia auparavant, de plus en plus d'entreprises réalisent qu'investir dans les violations par Israël du droit international et des droits humains, et les permettre, n'est pas seulement illégal et immoral, mais mauvais pour les affaires », a déclaré Nawajaa de BNC.

« Un an après le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, les retraits de ces compagnies montrent que les droits humains peuvent encore gagner contre le soutien américain à l'apartheid israélien. La pression doit continuer sur toutes les entreprises impliquées dans les appels d'offre, ou considérant la possibilité de soumettre une offre, jusqu'à ce que toutes se soient retirées de ce projet de tramway illégal ».

Visuel : le tramway de Jérusalem qui relie les colonies illégales de Cisjordanie à Jérusalem-Ouest, symbole de l'oppression des Palestiniens à Jérusalem. crédit Faiz Abu Rmeleh / ActiveStills

- Emplacement : [Vous êtes ici : Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article :
[https://stopcolonies.fr/Des-entreprises-australiennes-et-canadiennes-se-desistent-du-projet-de-tramw
ay](https://stopcolonies.fr/Des-entreprises-australiennes-et-canadiennes-se-desistent-du-projet-de-tramway)